

Adam Jarosz

Université de Gdańsk

Patrick Chamoiseau et la double vision de la France métropolitaine : entre la haine et l'admiration

Quiconque a lu, en dilettante ou en spécialiste, quelques ouvrages de Patrick Chamoiseau, tels que *Solibo Magnifique*, *Chronique des sept misères* ou *Texaco*, pour ne mentionner que les plus importants, sera presque automatiquement invité à formuler l'hypothèse suivante : dans la perception de vastes couches de la population antillaise, l'image de la France métropolitaine est loin d'être univoque. On pourrait même dire, avec plus de justesse, qu'elle se disperse en deux imageries à la fois antithétiques et complémentaires. Enracinée profondément dans le passé colonial des Antilles, la première est celle du pays oppresseur dont la culture et la langue sont ouvertement rejetées ou à peine tolérées par la population locale meurtrie par son douloureux passé colonial. Plus prospective et plus favorable à la France moderne, la deuxième se construit autour de l'image axiale d'un pays riche et économiquement prospère aux privilèges matériels et culturels auxquels les Antillais aspirent secrètement. Face à une image aussi nettement polarisée de l'Hexagone, force est d'étudier de manière plus profonde les raisons qui font de ce pays un objet à la fois de haine et d'admiration collectives.

Pour ce qui est du premier composant de cet imbroglio affectif, la situation semble claire. La mémoire collective des classes sociales défavorisées a su conserver et, chose plus importante, transmettre de génération en génération, des images de la haine réciproque existant autrefois sur la terre antillaise entre les *békés*, riches propriétaires terriens venus de France, et leurs esclaves. Réprimé à grand-peine, ce sentiment très intense échappe souvent au contrôle des oppresseurs et des opprimés pour dégénérer en révoltes sanglantes ou en grèves agricoles, périodes d'extrême violence qui amènent des renversements momentanés de toutes les hiérarchies sociales établies et de sanglants règlements de comptes. Soucieux de présenter un témoignage fidèle des événements dramatiques de cette époque révolue, Chamoiseau introduit dans *Chronique des sept misères* un personnage intéressant, le zombi d'un Africain, Afoukal, porte-parole et incarnation symbolique de toutes les générations d'esclaves d'origine africaine. Dans une série d'inhabituels entretiens

nocturnes situés aux confins du réel et de l'onirique, Afoukal révèle à son interlocuteur, djobeur surnommé Pipi, la joie sadique qu'éprouvaient les bandes d'esclaves qui attaquaient les maisons de leurs maîtres français, directement responsables de flagrantes injustices sociales. Devenu une espèce de machine à remonter le temps, le zombi fait donc revivre oralement des images de haine collective débridée qui, nombreuses et violentes, traduisent une énorme soif de vengeance. Émotion forte et impitoyable, elle impose toujours l'immuable scénario des assauts nocturnes des maisons des *békés*. Organisées « quand la milice est loin », ces attaques dégénèrent vite en véritables paroxysmes de folie meurtrière auxquels succèdent des pillages et des orgies de destruction massive, pourvoyeuses d'une joie extatique. Ainsi s'opère une sanglante *catharsis* collective du peuple opprimé, psychologiquement nécessaire pour que celui-ci puisse supporter au quotidien sa condition d'esclave. Afoukal relate à son interlocuteur :

Mais sais-tu, quelques-uns m'ont dit l'ivresse des nuits d'attaque. Le saut sauvage vers l'habitation ! Pas la petite maraude, brève, silencieuse, d'où on ramène des poules, quelques outils, du manioc [...]. Non. Vraiment la charge hurlante sur la maison du maître quand la milice est loin. La cascade des flambeaux. Le méchant cri des flammes. Les vitres qu'enfin tu peux briser. Cet univers de meubles lustrés, de tapis, de tableaux, de napperons [...] qu'enfin tu peux investir, toucher, dévaster. Et ces femmes blanches qu'il te faut absolument violer pour vraiment vivre ?¹

Naturellement, comme partout ailleurs, la propriété privée et l'ordre social établi ont leurs défenseurs qui interviennent de manière musclée, dès qu'apparaît le moindre danger pour les classes dominantes. Dans la réalité antillaise, ces forces de l'ordre sont d'abord représentées par de redoutables gendarmes à cheval, connus pour la brutalité avec laquelle ils étouffent les grèves agricoles. Fait éminemment important : à maintes reprises Chamoiseau souligne que ces gendarmes parlent français et qu'aux yeux de la population rurale antillaise ils incarnent ce qu'il y a de pire au monde : le bras armé du régime exploitateur français responsable de tous les malheurs du peuple opprimé. On pourrait dire sentencieusement que le présent trouve toujours son origine dans le passé et que cette simple vérité concerne aussi la police moderne qui, bien qu'en partie composée de représentants de la population locale, reste auréolée du halo affectif maléfique qui entourait déjà les gendarmes à cheval. Pour l'Antillais moyen des années vingt, trente ou quarante, souvent humilié, brutalisé, voire torturé lors des interrogatoires, les composants de ce halo restent les mêmes : la brutalité, le mépris et la haine plus ou moins contenue à l'égard de la population locale. Déjà très péjoratif, le portrait des forces de l'ordre au service de l'état français s'assombrit encore si l'on y ajoute un détail important, bien mis en relief dans l'oeuvre de Chamoiseau. Lors des auditions de simples Antillais, pratiquement incultes, la police judiciaire applique une torture à la fois extrêmement perfide et efficace. Elle consiste à insécuriser d'éventuels coupables en leur faisant subir des interrogatoires en français, donc en langue certes administrative, mais souvent mal

¹ P. Chamoiseau, *Chronique des sept misères*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2006, p. 164.

comprise et mal parlée par la population locale, toujours demandeuse de commentaires supplémentaires sinon de traductions dans leur langue maternelle. Torturer en français et avec le français peut-il être une technique policière utile dans la détection des coupables ? Sans aucun doute. Telle doit être la réponse que se donne depuis des années le brigadier-chef Philémon Bouaffesse, policier, l'un des personnages du roman *Solibo Magnifique*, chargé d'éclaircir la mystérieuse affaire de la mort d'un conteur populaire appelé Solibo Magnifique. Se heurtant au mutisme obstiné des témoins de l'événement, irrité, Bouaffesse décide de recourir à une torture qui a déjà fait ses preuves : le français :

Du coup, devant Congo, il n'hésita plus. Afin de coincer ce vieux nègre vicieux, il fallait le traquer au français. Le français engourdit leur tête, grippe leur vicerie, et ils dérapent comme des rhumiers sur les dalles du pavé. En seize ans de carrière le brigadier-chef avait largement éprouvé cette technique aussi efficace que les coups de dictionnaire sur le crâne, les graines purgées entre deux chaises et les méchancetés électriques qu'aucun médecin (assermenté) ne décèle².

Le français peut-il donc remplir le rôle ignoble d'une torture aussi brutale et efficace que les sévices physiques ou les décharges électriques ? Visiblement oui, car comme le montre l'expérience professionnelle du policier, utilisé méthodiquement, le français « engourdit la tête des Antillais » et « grippe leur vicerie » – provoque donc deux comportements des inculpés qui témoignent de son efficacité au service des forces de l'ordre. Délibérément provocateur, puisqu'emprunté à un domaine totalement étranger au commun des lecteurs, l'exemple cité montre bien de quels rôles et de quelles tâches l'histoire et la triste réalité du pays dominé investissent les Français, le français et par extension la France entière.

Mais, contrairement à ce qu'impliquerait le sens de l'épisode cité, la France telle qu'elle est présentée dans le romanesque chamoisien n'est pas uniquement le pays auquel des générations successives d'Antillais vouent une haine génétiquement transmissible. C'est aussi, et peut-être avant tout, un grand pays européen que les Antillais connaissent mal et sur lequel ils font des hypothèses fantaisistes, d'autant plus erronées que très rarement rectifiées par le système éducatif défaillant, incapable ou peu soucieux de présenter aux élèves toute la complexité de l'altérité culturelle de la France métropolitaine. Consciente de ce regrettable état des choses, l'une des héroïnes de Chamoiseau a sans doute raison quand elle constate avec tristesse que « les enfants vont à l'école pour apprendre des choses de France que personne ne comprend »³.

Caractéristique commune de la gent enfantine, mais aussi de la plupart des Antillais adultes, cette incompréhension de la réalité socioculturelle de la France est d'ailleurs souvent aussi celle, comme l'on a déjà eu l'occasion de le constater, de sa langue orale et surtout écrite. Dans *Chronique des sept misères* figure une scène mi-comique, mi-tragique où le couple formé par l'ex-djoueur Pipi et sa compagne

² P. Chamoiseau, *Solibo Magnifique*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1988, p. 105.

³ P. Chamoiseau, *Chronique...*, op. cit., p. 141.

n'arrive pas à saisir le sens du texte rédigé en français. Trop difficile sur le plan de la syntaxe et du contenu, saturé de lexique scientifique, il devient à leurs yeux une écriture quasi mystique ou, comme le veut l'auteur, « un texte ésotérique ». Subtil ironiste et bon observateur, Chamoiseau présente ainsi la situation :

Pipi lut et relut vainement ces textes ésotériques. Margueritte Jupiter l'y aidait le soir [...] en lui prodiguant des conseils pour déchiffrer.

– Cherche d'abord le sujet du verbe, épi le complément d'objet direct...

– Et puis ensuite ?

– Ensuite ? Je sais pas moi, vérifie si le verbe est accordé au sujet...

– Et puis après ?

– Après, après, après [...] à l'école le maître t'aurait déjà donné dix pour ça, s'énervait la Chabine⁴.

Vu des carences éducatives aussi flagrantes, à quel genre de réflexions approfondies sur la France le lecteur peut-il s'attendre de la part des acteurs involontaires de ce spectacle tragi-comique ? Seules les plus stéréotypées sont possibles, donc celles où l'état français apparaîtra toujours comme le pays oppresseur de la population locale, soucieux de protéger uniquement les Français riches.

Pourtant, en dépit de toutes les haines, rancunes ou méfiances historiquement justifiées que la France éveille toujours chez le peuple antillais meurtri par son bagage colonial, ce pays n'est pas toujours connoté de manière uniquement péjorative. Le temps guérit les blessures, dit-on non sans raison. Graves et sanglantes, celles de l'âme collective antillaise se cicatrisent aussi et la guérison définitive semble d'autant plus probable que l'action bénéfique du temps a déjà été renforcée par plusieurs événements politiques qui ont rapproché administrativement et culturellement la France des Antilles, initiant ainsi un dialogue authentique de peuples et de cultures. Le jour qui marque l'ouverture de cette nouvelle ère dans les relations entre l'ex-pays dominateur et l'ancien pays dominé est le 19 mars 1946, date d'adoption de la loi en vertu de laquelle La Guadeloupe, La Martinique, La Réunion et la Guyane Française deviennent officiellement départements français⁵. Prometteur d'un avenir meilleur, cet important événement politique trouve un accueil extrêmement favorable auprès de la population antillaise qui exulte à l'idée de devenir enfin « membre du grand pays »⁶. Ce jour mémorable, la joie commune anime tous les esprits et les Antillais fêtent l'événement « au flambeau, avec la frénésie qu'ont généralement les orphelins quand une mère les recueille »⁷. Evidemment, cette ivresse de la joie collective ne saurait s'interpréter uniquement en termes de festivité ludique gratuite. Les foules en liesse savent parfaitement que l'événement si solennellement fêté possède un arrière-fond économique important parce que grâce à l'incorporation de ces terres à l'organisme étatique français, les migrations des habitants vers la France deviennent sinon plus faciles, du moins plus facilement imaginables. Depuis des temps immémoriaux

⁴ Ibidem, p. 202.

⁵ Ibidem, p. 133.

⁶ Ibidem, p. 133.

⁷ Ibidem, p. 134.

on sait que des besoins existentiels aussi impérieux que ceux d'ordre matériel influent, souvent au point de la fausser complètement, sur la perception de tous les objets sociaux : pays, nations ou peuples. Il en va de même pour la perception de la France, pays « des *békés* riches », qui dans l'imaginaire populaire antillais se mue en contrée de mirifiques progrès économiques, en bref, en « pays de rêve »⁸.

Extrêmement élogieux, mais naïf et acritique, le pseudo-diagnostic économique cité aurait pu être assez surprenant pour les Français, vivant dans la rude réalité des années d'après guerre. Il n'offre, par contre, aucune surprise à une foule de simples *djobeurs* et d'autres représentants du *peuple des établis* pour qui la France en général et Paris en particulier figurent des enclaves paradisiaques du bonheur terrestre ou, tout simplement, le mythique Pays de Cocagne, terre de toutes les richesses imaginables, lieu où l'on est définitivement à l'abri de la misère et où « il n'y a pas de déveine »⁹. Rien donc d'étonnant si, face à une valorisation aussi euphorique, l'Hexagone devient une véritable Mecque ou la biblique terre promise pour tous les parias sociaux et économiques de la société antillaise. Arrive alors ce qui était inévitable : administrativement plus faciles et moins onéreux qu'avant, approuvés par les structures étatiques françaises créées spécialement à cet effet¹⁰, les déplacements vers la France se multiplient et ceux qui restent envient souvent les heureux élus qui sont déjà partis, partent ou partiront. Promu au rang de porte-parole des plus démunis, le narrateur de *Chronique des sept misères* rend bien compte de cette envie collective quand il dit : « Oh nous enviions ces jeunes marchandes envolées vers Paris en allers simples, nous leur enviions cette vie des grands pays, et c'est la tête pleine de voyages que nous nous endormions sur les caisses, dans les attentes prolongées, et souvent vaines des *djobs* »¹¹. Évidemment, l'exode en masse de la population antillaise n'est pas possible et toute velléité individuelle de quitter le sol natal se heurte à une rude réalité économique. Déçus, ceux qui se décident à rester ou se voient forcés de rester doivent compenser leurs frustrations en se contenant d'éclats, de débris ou de morceaux de France lointaine qui affluent sous forme de détails apparemment insignifiants, mais susceptibles de modifier subrepticement toutes les sphères de la vie de la société antillaise. Celle-ci, toujours à l'affût des nouveautés venant de France a, entre autres, l'occasion de s'initier, en tant que clients ou vendeurs, aux arcanes du commerce moderne dont l'implantation à Fort de France éveille chez les habitants un sentiment de fierté justifiée :

Le peuple des établis [...] était fier de ces vitrines étincelantes, ces rayons interminables débordant de beautés. Les magasins habillaient de plastique les façades de vieux bois, et des néons clignotants évoquaient Noël chaque nuit dans les rues. Le monde nous parvenait enfin¹².

⁸ Ibidem, p. 85.

⁹ Ibidem, p. 210.

¹⁰ Il est question ici du Bumidom-Bureau des migrations des départements d'outre-mer. Société d'Etat créée en 1963, chargée d'organiser une émigration massive en France. Cf. ibidem, p. 134.

¹¹ Ibidem, p. 136.

¹² Ibidem, p. 134.

Les vitrines flambant neuf, la modernité, le luxe théoriquement accessible à tout le monde, enfin, le sentiment à la fois valorisant et réconfortant de participer à la vie d'un grand pays européen : voici les attributs liés à l'avènement de ce monde nouveau qui offrent en même temps autant d'arguments en faveur de la réconciliation mentale définitive avec la France devenue un point d'attraction fort qui focalise toutes les attentes et les aspirations matérielles et culturelles des Antillais.

Omniprésent, ce sentiment d'ouverture grandissante à la culture et, en particulier, à la pop-culture française ne saurait pourtant se ramener uniquement à des aspects admiratifs ou purements contemplatifs. Au contraire, dès le début, il se veut de plus en plus pratique et, à l'instar des Français de souche venus aux Antilles directement de France, les Antillais essaient, eux aussi, de suivre, autant que possible, les caprices de la mode et, plus généralement, ceux de la vie culturelle française. Bien que la plupart des images présentées par Chamoiseau concernent plutôt la réalité antillaise des années 1900-1940/50¹³, elles restent fraîches et convaincantes pour le lecteur contemporain et, détail important, révélatrices des tendances générales qui s'affirmeront dans les décennies suivantes. C'est peut-être la raison pour laquelle il vaut la peine de s'attarder encore quelques instants sur l'époque mentionnée pour voir comment la société antillaise d'alors exorcise les démons du passé et guérit de ses complexes. Ces actions salutaires pour la psyché commune du peuple opprimé peuvent se réaliser, entre autres, grâce à la mode et à la tenue vestimentaire. Les deux semblent très importantes pour les Antillais fraîchement devenus Français à part entière, qui se font des imitateurs et des copieurs fidèles de la mode européenne. À cette époque-là, les élégantes et les élégants antillais marquent une prédilection pour tous les produits qui portent le label *made in France*. Peu importe en dernière analyse que souvent les prétendus vêtements français soient en réalité confectionnés sur place par une couturière locale qui a choisi sa profession *par hasard* et qui, malgré son titre prometteur de « couturière diplômée de Paris », n'a jamais vu la capitale de la haute couture. Sa tricherie est d'ailleurs pardonnable, surtout après le commentaire du narrateur qui précise qu'aux Antilles un diplôme autre que parisien ne vaut pratiquement rien¹⁴. Rien, en effet, ou pas grand-chose, car ce qui compte par-dessus tout c'est le *look* le plus typiquement français possible, même si ce semblant d'appartenance à la caste sociale des heureux élus doit être assuré grâce au recours « à la gélatine parfumée qui défrise bien les cheveux ». Imiter les Français même dans les aspects les plus futiles de leur existence quotidienne devient donc une véritable obsession collective qui envahit tout sans même respecter l'intimité des cases antillaises marquées par les stigmates de cette folie imitative : tapissées de journaux, leurs cloisons arborent

¹³ Selon la chronologie sommaire proposée par Chamoiseau dans *Texaco*, cette époque correspondrait donc surtout aux périodes que l'écrivain appelle respectivement « temps de paille » (1800 ?- 1902), « temps de bois-case » (1902-1940) et « temps de fibrociment » (~1940-1960). Cf. P. Chamoiseau, *Texaco*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1992, pp. 13-18.

¹⁴ P. Chamoiseau, *Chronique...*, op. cit., p. 70.

fièrement les photographies « de blancs magnifiques »¹⁵, devenus des modèles inaccessibles de beauté et de luxe, en bref, de la vie à la française.

Face à cette panoplie d'images présentées, différenciées des points de vue affectif et historique, comment pourrait-on finalement caractériser, le plus succinctement possible, la vision de la France gravée dans la psyché collective des Antillais ? Vouloir répondre à la question ainsi posée ne peut que renvoyer encore une fois à la bivalence affective qu'aux yeux du peuple antillais caractérise l'état français, ses fonctionnaires et les Français de souche. Vue à travers le prisme de son passé colonial, mais aussi à travers celui des aspirations matérielles et culturelles des Antillais dont elle pourrait potentiellement satisfaire les ambitions, la France s'érige en symbole véritable, à la fois centripète et centrifuge, terre semi-mythique aux bonheurs de laquelle on aspire et que l'on fuit en même temps. Psychologiquement peu réconfortant pour les Antillais, *nolens volens* ressortissants de l'état français, un pareil éclatement de l'image du pays dont ils font actuellement partie rend nécessaire sans doute de leur part un travail mental d'homogénéisation ou de rééquilibrage d'éléments cognitifs et affectifs au départ incompatibles. Vu le nombre de contrastes et l'animosité qui minent toujours l'instable terrain d'entente entre les deux pays et les deux nations, cette tâche sera sans doute aussi celle des générations à venir.

¹⁵ Ibidem, p. 188.